



**RÉGION ACADÉMIQUE
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marché public de fournitures courantes ou de service

<h2>Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)</h2>

MAPA N° 21/2024

Code CPV 30163100-0

Pouvoir Adjudicateur
Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse Ministère de l'Enseignement supérieur de la recherche et de l'Innovation Rectorat de la Guadeloupe Parc d'activité la Providence ZAC de Dothémare BP 480 97183 LES ABYMES Cedex
Objet
Approvisionnement en carburant du parc de véhicule du Rectorat par cartes accréditives

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	4
1.1 Forme de l'accord-cadre	4
1.2 Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande	4
1.3 Mode de passation et forme du marché	4
ARTICLE 2. DEFINITIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	5
2.1 Définitions	5
2.2 Parties contractantes	5
2.3 Titulaire	5
2.4 Forme des notifications, reconductions et communications	5
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3.1 Pièces particulières	6
3.2 Pièces générales	6
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1 Principe	6
4.2 Nature des prestations	6
4.3 Gestion modulable des cartes	7
4.4 Retrait hors parc automobile	7
4.5 Gestion en ligne des cartes	7
4.6 Documentation	8
4.7 Gestion des cartes	8
4.7-1 <i>Caractéristiques générales des cartes accréditives</i>	8
4.7-2 <i>Délai de mise en place des cartes, renouvellement en fin de validité et restitution des cartes</i>	8
4.8 Sécurité	9
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION	9
5.1 Délais d'exécution	9

ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE CARBURANT	9
6.1 Prix des carburants	9
ARTICLE 7. CONDITIONS FINANCIERE D'EXECUTION DU MARCHE	9
7.1 Prix du marché	9
7.2 Variation des prix	10
7.3 Dispositions relatives à la sous-traitance	10
ARTICLE 8. SUIVI DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 9. GARANTIES	11
9.1 Garanties des prestations	11
9.2 Garantie financière	11
ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT	11
ARTICLE 11. NORMES	12
ARTICLE 12. PENALITES DE RETARD	12
ARTICLE 13. CONDITIONS DE RESILIATION	13
ARTICLE 14. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES	13
ARTICLE 15. DEROGATIONS	13

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Dans le cadre de la circulaire du Premier ministre relative à la gestion du parc automobile de l'État, des établissements publics de l'État et autres organismes, le présent marché a pour objet la fourniture en carburant pour les véhicules du parc automobile du Rectorat de la Guadeloupe.

Il s'agit des carburants suivants :

- Super sans plomb
- Gasoil

L'approvisionnement sera réalisé au moyen de cartes accréditatives fournies par le titulaire. La fourniture de carburant est la prestation principale ; celle-ci pourra être additionnée à des prestations connexes.

Article 1.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conclu sans minimum; avec un maximum de 10 cartes accréditatives.

L'exécution des prestations est conditionnée à la passation d'accord-cadre à bon de commande (*cf. modalités d'exécution des prestations*) au fur et à mesure de l'identification des besoins par le Pouvoir Adjudicateur.

Le présent marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes; celui-ci n'est pas alloti.

Article 1.2 Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période ferme d'un an, renouvelable trois (3) fois, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce dernier le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant l'échéance de la période en cours. La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

- Exécution des bons de commande pour la fourniture des cartes accréditatives :
Délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la demande faite auprès du titulaire (soit au travers de la plateforme extranet du titulaire, soit par mail du référent identifié chez le titulaire)

- Exécution des bons de commande pour la fourniture de carburant :
Délai immédiat (enlèvement par les titulaires des cartes accréditatives directement dans les stations- services du réseau du titulaire).

Article 1.3 Mode de passation et forme du marché

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Les marchés dans le cadre de la consultation prennent la forme d'accords-cadres conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono attributaire et donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre avec un (1) opérateur économique.

ARTICLE 2. DEFINITIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2.1 Définitions

Au sens du présent document :

- Le rectorat de la Guadeloupe est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec son titulaire. Elle sera également désigné ci-après par le terme « pouvoir adjudicateur »
- Le titulaire est l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) qui a été retenu pour exécuter les prestations définies dans le cadre du présent marché conclu avec le pouvoir adjudicateur.

Article 2.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- 1) Le pouvoir adjudicateur, d'une part,
- 2) Le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par le pouvoir adjudicateur d'autre part.

Article 2.3 Titulaire

Le titulaire doit confirmer la désignation, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché, d'une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter dans l'exécution de celui-ci.

Conformément à l'article 3.4.2 du C.C.A.G/F.C.S, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son domicile ou à son siège social ;

- au montant de son capital
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent.

Article 2.4 Forme des notifications, reconductions et communications

Lorsque la notification d'une décision ou communication doit faire courir un délai, ce document est notifié par écrit avec établissement d'un constat de bonne réception avec accusé de réception.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'accord-cadre est régi par les documents ci-après classés par ordre de priorité décroissante :

Article 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes complétés, datés, paraphés et signés;
- Le Cahier des Clauses Particulières daté, paraphé et signé dont l'exemplaire original conservé par le Personne Publique fait seul foi;
- L'offre technique (dont le mémoire technique justificatif) et financière du titulaire du marché datée, paraphée et signée;

Article 3.2 Pièces générales

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et des services 2021.

Nota : Les pièces générales sont contractuelles bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du marché.

Le code de la commande publique et le CCAG-FCS défini ci-dessus, non joints au dossier, sont réputés connus des candidats.

Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ainsi que le code de la commande publique sont consultables et téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> , rubrique les textes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 4.1 Principe

Au titre du présent marché, les prestations se font uniquement dans le réseau du titulaire sur présentation d'une carte accréditive, cette prestation validant la commande qui fait ensuite l'objet d'un traitement et d'une facturation.

L'émission du bon de commande est matérialisée lors du passage en caisse, grâce à l'utilisation de la carte accréditive, avec enregistrement des quantités de produit, ou de la prestation effectuée et de confirmation des quantités commandées, consommées ou enlevées et justifiées par la délivrance d'un ticket matériel.

Article 4.2 Nature des prestations

Le titulaire s'engage pour l'ensemble de son réseau de distribution sur le territoire guadeloupéen pour l'acceptation des cartes accréditives.

Chaque perception de carburant est matérialisée par un ticket comportant au minimum :

- L'identification du service bénéficiaire (compte client et/ou numéro de carte) ;
- Le type de prestation et la quantité de produit perçu La date et l'heure de perception ;
- Le nom (référencement géographique) de la station distributrice ;
- Le montant en euro.

Le prestataire devra proposer un moyen de localisation et d'identification des différentes stations de carburants de son offre.

Article 4.3 Gestion modulable des cartes

Le nombre de carte est susceptible d'évoluer en fonction des variations du parc automobile du Rectorat.

Article 4.4 Retrait hors parc automobile

Par « hors parc », il est entendu une carte pouvant être utilisée en « libre service » sans lien avec un véhicule en particulier.

L'attribution d'une carte dite « hors parc » répond à divers services, notamment pour le fonctionnement des engins du Rectorat.

Les cartes « hors parc » devront obligatoirement fonctionner à l'aide d'un code confidentiel.

Article 4.5 Gestion en ligne des cartes

Dans le cadre du présent marché afin de permettre au Rectorat d'optimiser la gestion des cartes, les prises de carburants et de prestations connexes, la gestion en ligne via un outil extranet est requise.

Celui-ci permet notamment :

- La gestion en temps réel : la création, le remplacement, l'annulation et l'opposition des cartes etc.;
- La consultation des prises et les transactions en temps réel;
- L'export des données de facturation dans un format compatible avec un tableur «

Excel » ou « open office » pour le suivi informatisé mensuel et annuel des consommations individuelles.

Disponibilité du site : le titulaire indique en annexe à l'acte d'engagement le taux de disponibilité de sa base de données internet dédiée aux restitutions. Cette dernière doit être accessible au minimum de 8h à 17h chaque jour du lundi au vendredi (9h/jour). Toute interruption programmée doit être préalablement annoncée aux services, au moins 72h à l'avance et le rétablissement de l'accès doit être réalisé dans les meilleurs délais. Ce délai ne saurait excéder 48h cumulées par mois.

NOTA : l'accès à l'outil extranet doit se faire par l'intermédiaire d'une connexion sécurisée. Le titulaire doit veiller à limiter l'accès aux données relatives à ce marché aux seuls bénéficiaires qui ont à en connaître. Il est formellement interdit au titulaire de divulguer tout renseignement, notamment les volumes consommés, les données financières, etc. dont il aurait connaissance au titre du présent accord-cadre.

Les candidats devront notamment présenter leurs possibilités d'accepter des commandes ou annulation de cartes depuis le logiciel de gestion du parc automobile ainsi que de modifier leur paramétrage.

Chaque mois, le titulaire fournit un bilan identifiant notamment par véhicule et par carte :

- Les types de carburants enlevés et/ ou des prestations ;
- Les volumes et les prix HT et TTC de l'enlèvement ;
- Le lieu, date et heure de chaque utilisation
- Le rappel du prix unitaire
- Le total HT et TTC de chaque prestation.

Article 4.6 Documentation- Liste des points de distribution- Planning de formation.

Le candidat devra communiquer une liste détaillée contenant l'adresse postale, mail, le numéro de téléphone de tous les points de distribution situés sur le territoire. Le titulaire s'engage à fournir la documentation relative au mode d'utilisation des cartes en format informatique. Elle doit fournir également un planning de formation sur l'outil de gestion. Toute modification importante de ces documents fait l'objet d'une communication complète au gestionnaire de parc.

Article 4.7 Gestion des cartes

Article 4.7-1 Caractéristiques générales des cartes accréditives

Le titulaire délivre, à la demande du gestionnaire de parc, le nombre de cartes souhaité. Les cartes :

- Permettent de bénéficier des prestations sur l'ensemble du réseau du titulaire ;
- Ont une validité minimale de 1 an avec renouvellement automatique ;
- Sont spécifiquement dédiés à un véhicule unique ;
- Comportent les indications suivantes :
 - o La désignation du client
 - o L'identification de la carte
 - o L'identification du véhicule utilisateur
 - o Le produit et/ou services autorisé(s) par la carte

NB : il est demandé au titulaire de bloquer la réalisation des prestations non prévues à la carte.

En l'absence de demande particulière du gestionnaire de parc, le paramétrage initial des cartes fournis par le titulaire doit être par défaut le suivant :

- Saisie obligatoire du kilométrage du véhicule lors de la prise de carburant
- Limitation du ravitaillement sur le territoire de la Guadeloupe
- Limitation du ravitaillement en carburant aux jours ouvrable (lundi au vendredi inclus)
- Limitation du ravitaillement en carburant au créneau horaire 6h-17h

En cas de surconsommation avérée, le titulaire préviendra l'acheteur public à l'adresse ce.dag@ac-guadeloupe.fr.

Article 4.7-2 *Délai de mise en place des cartes, renouvellement en fin de validité et restitution des cartes*

Lors de la mise en place initiale des cartes, le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels fixés en fonction du nombre de cartes. Le délai de fourniture des cartes est fixé à **10 jours** et court à compter de la réception de la demande par le titulaire ou l'émission de la demande par le portail internet du titulaire, jusqu'à réception des cartes.

Les services bénéficiaires s'engagent à conserver les cartes au minimum une (1) année sauf en cas de sortie de parc de véhicule ou de perte, vol ou destruction des cartes. Si un service bénéficiaire souhaite ensuite ne plus utiliser une carte, il notifie sa demande au titulaire selon les mêmes modalités que celles prévues pour la création de la carte.

Article 4.8 Sécurité

Ce système de carte accréditive devra offrir une sécurité d'utilisation (aucun retrait sans code ou sans carte). En cas d'utilisation frauduleuse de la carte accréditive, l'acheteur public ne pourra être tenue pour responsable qu'en cas d'utilisation, par l'un de ses ayants droits de la carte confiée par le prestataire. **Les approvisionnements ne respectant pas les conditions de ce présent document resteront à la charge du titulaire du marché.**

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION

Article 5.1 Délais d'exécution

Le titulaire s'engage sur les délais suivants :

- Pour la mise en place initiale des cartes et leur renouvellement, il s'engage à respecter le délai contractuel de dix (10) jours.
- Pour la neutralisation des cartes perdus ou volés, il s'engage à respecter le délai de neutralisation après mises en opposition de quarante-huit (48) heures.
- Pour le bilan, il s'engage à transmettre, avant le cinq (5) de chaque mois, un état récapitulatif des données de consommation du mois réalisées au titre du présent marché.

ARTICLE 6. MODALITE DE DETERMINATION DES PIX DE CARBURANT

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

Le présent marché est traité à prix unitaire; au litre pour les carburants.

Article 6.1 Prix des carburants

Les prix sont exprimés par litre toutes taxes comprises. Le prix de règlement des perceptions découle :

- **D'un prix affiché en station-service (€/litre T.T.C),**
- **Accompagné d'une remise forfaitaire en ct/€/litre pour les prises de carburants.**

Les remises consenties par le titulaire au moment de l'offre sont fermes pour la durée du présent marché.

ARTICLE 7. CONDITIONS FINANCIERES D'EXECUTION DU MARCHE

Article 7.1. Prix du marché

Le marché est traité à prix unitaires conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement; appliqués aux quantités réellement livrées.

En conséquence, les fournitures faisant l'objet du présent marché sont réglées par application aux quantités délivrées, diminué du montant de remise consentie et mentionné dans les clauses du présent marché. Ladite remise pourra être appliquée aux produits pétroliers et/ou aux services connexes.

A celle-ci s'ajoute une tarification annuelle de gestion des cartes.

Le titulaire certifie que les prix contenus dans son offre n'excèdent pas ceux de son barème applicable à l'égard de l'ensemble de sa clientèle et plus particulièrement de la clientèle entreprise.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Article 7.2

Variation des prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, soit le mois de **janvier 2025** correspondant au mois de remise des offres.

Les prix de la tarification annuelle des cartes demeurent fermes pendant la première année d'exécution du marché.

Passé ce délai, les prix proposés pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse, selon les variations du barème enregistrées par le titulaire du marché.

Les prix font l'objet d'un seul ajustement par an, à la date d'anniversaire du début d'exécution des prestations.

Le titulaire devra transmettre par voie électronique au Pouvoir adjudicateur, les BPU annexés aux actes d'engagement comportant les nouveaux tarifs applicables, ainsi que l'évolution éventuelle des catalogues de produits proposés au rectorat, un mois avant la date d'anniversaire du marché.

Chaque nouveau tarif (en hausse ou en baisse) accepté par le rectorat sera considéré comme le tarif contractuel de référence.

Les prix des produits pétroliers eux sont révisés et fixés chaque mois par la Préfecture en fonction de l'évolution des cours.

Ceux-ci peuvent être ajustés à la hausse comme à la baisse.

Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix susmentionné sera limitée à une augmentation de 3% maximum par an.

Clause de sauvegarde

Le rectorat se réserve le droit de rejeter les nouveaux tarifs et de résilier, sans indemnité la partie non exécutée du Marché à la date de changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% par an.

Article 7.3 Dispositions relatives à la sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou de ses sous-traitants et l'agrément de leur conditions de paiement par le Pouvoir Adjudicateur.

Les déclarations de sous-traitance sont soumises au formalisme décrit à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 8. SUIVI DES PRESTATIONS

Le titulaire devra nommer une personne ayant le rôle de réaliser la coordination commerciale et technique. Dans ce cadre, il devra notamment apporter toute diligence à la résolution des dysfonctionnements des prestations (dysfonctionnement de l'extranet

etc.)

ARTICLE 9. GARANTIES

Article 9.1 Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de un (1) an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de livraison.

Par ailleurs, le titulaire s'engage de manière préventive à remplacer toutes cartes dont il a pu constater un défaut, avant que ne survienne la livraison au Rectorat en informant le service concerné des problèmes rencontrés.

Le titulaire s'engage au titre de la garantie à remplacer à ses frais les cartes reconnues défectueuses.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement de personnel, la valeur des éléments échangés et tous les autres éléments nécessaires pour le remplacement des articles livrés.

Le titulaire informera dans son mémoire technique les délais de remplacement auxquels il s'engage (nombre de jours ouvrés à compter de la demande).

En cas de retard au délai énoncé le titulaire s'expose à des pénalités de retard.

Article 9.2 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT

Après exécution des prestations, le titulaire établira les factures correspondantes. Elles doivent être libellées à l'ordre de : Rectorat de la Guadeloupe - Plate-forme CHORUS- Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - BP480 - 97183 LES ABYMES CEDEX

Et transmise par voie électronique via le portail de facturation :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Sur les factures devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1 le nom du service émetteur ;
- 2 le nom et l'adresse du créancier ;
- 3 sa domiciliation bancaire ;
- 4 la mention exacte de la prestation ;
- 5 le montant de la prestation exécutée en HT et TTC ;

- 6 le taux et le montant de la TVA ;
- 7 la référence du marché ;
- 8 la date.

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai de « 30 jours à compter de la date de réception de la facture ».

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencés à courir, augmenté de sept points.

ARTICLE 11. NORMES

Le titulaire garantit que l'ensemble des produits délivrés est conforme aux normes européennes, françaises homologuées et répond aux critères environnementaux.

ARTICLE 12. PENALITES DE RETARD

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées et non encore payées, ou sur des sommes dues au titre des prestations à venir.

Retard dans la livraison des cartes	80 €/ jour calendaire sans mise en demeure
Indisponibilité des outils de gestion de carte	100 €/ jour d'indisponibilité sans mise en demeure
Fermeture non déclarée au Rectorat d'une station	Fourniture dans une autre station, le surcoût de la prestation sera mis à la charge du titulaire
Fermeture non déclarée au Rectorat d'une station	50 € / station sans mise en demeure
Indisponibilité carburant	80€ par station sans mise en demeure
Défaut de fourniture de la liste actualisée des stations à chaque date anniversaire du contrat	100 € forfaitaire avec mise en demeure

En cas de non-respect de tout autre délai ou prestation prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 10% du montant total du prix TTC du bon de commande par jour ouvré de retard.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure.

ARTICLE 13. CONDITIONS DE RESILIATION

Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 14. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES

Les contestations se rapportant au présent marché et qui n'auraient pas pu être réglées à l'amiable, soit directement entre les parties, soit par l'intermédiaire du Comité Consultatif de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique seront de la compétence du Tribunal Administratif de Basse-Terre.

ARTICLE 15. DEROGATIONS

L'article 10 du présent CCP déroge aux articles 14 et 32 du CCAG -FCS.

